

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Lyon

Communication de Jacques Fayette - 4 avril 2006

Juin 1940 - Septembre 1943

Histoire de la belligérance franco-italienne

Introduction : la déclaration de guerre

1°) Comment en était-on arrivé là ?

2°) La guerre des cinq jours

3°) L'occupation du 11 novembre 1942

4°) La fin de la guerre et ses points noirs

5°) Le Traité de Paix de 1947 et quelques conséquences

Introduction

Le 10 juin 1940, Benito Mussolini s'adresse à la foule massée devant le Palazzo Venezia
“Combattants de l'armée de terre, de la mer et de l'air ! Chemises noires de la révolution et des légions ! Hommes et femmes d'Italie, de l'Empire et du Royaume d'Albanie ! Ecoutez !

L'heure marquée par le destin sonne dans le ciel de notre patrie, l'heure des décisions irrévocables. La déclaration de guerre a déjà été signifiée aux ambassadeurs de la Grande-Bretagne et de la France; Nous partons en campagne contre les démocraties ploutocratiques et réactionnaires de l'Occident, qui de tout temps ont fait obstacle à la marche, et souvent menacé l'existence même du peuple italien [...]

L'Italie prolétaire et fasciste est pour la troisième fois debout, forte, fière et compacte comme jamais. Il n'y a qu'un seul mot d'ordre, catégorique et qui doit s'imposer à tous. Déjà il circule et enflamme les coeurs, des Alpes à l'Océan indien : vaincre. Et nous vaincrons pour donner une longue période de paix et de justice à l'Italie, à l'Europe, au monde. Peuple italien ! Cours aux armes et montre ta ténacité, ton courage et ta valeur.”

On notera que dans la foule, les femmes n'applaudissent pas, quelques fanatiques donnent le ton et l'intensité du son est sérieusement “améliorée” par les techniciens des actualités officielles.

En ce soir du 10 juin, Ciano note dans son journal *“La nouvelle de notre entrée en guerre ne surprend personne et n'éveille pas un enthousiasme excessif. Je suis triste, très triste. L'aventure commence. Que Dieu assiste l'Italie”*.

I Comment en était-on arrivé là ?

On ne peut pas comprendre les années qui précèdent la guerre italo-française de 1940-43 sans faire un retour assez loin en arrière, plus particulièrement sur les vingt dernières années du siècle précédent, vingt années où les deux pays frisèrent le conflit avant la réconciliation du début du siècle suivant.

Dès le début des années 80, l'Italie songeait à une expansion coloniale pour se calquer sur la politique des grandes puissances d'une part et pour se doter d'un substitut à l'émigration d'autre part. Parmi les pays visés, il y avait la Tunisie où vivaient près de 30.000 Italiens et 400 Français. Cependant au Congrès de Berlin de 1878, la France avait reçu carte blanche pour s'installer dans le pays et en avril 1881, le gouvernement de Jules Ferry y envoie un corps expéditionnaire de 30.000 hommes et contraint le Bey à signer en mai, le Traité du Bardo instituant le protectorat français. De retour à Marseille, les troupes auraient été sifflées par des immigrés italiens, d'où des émeutes pendant plusieurs jours avec une intervention tardive de l'armée "empêchant qu'on assiste à une Saint-Barthélemy des immigrés" selon l'expression de Pierre Milza¹. Ce furent les "vêpres marseillaises" auxquelles répliquèrent des manifestations anti-françaises à Turin, Milan et Gênes. Dans le même temps, la France pas très chrétienne faisait mine de prendre le parti du pape dans son conflit avec la monarchie italienne sur la question romaine.

En septembre de la même année, Garibaldi écrit à M. Delattre, député de la Seine, une lettre qui synthétise bien l'état de l'opinion, "*Laver le drapeau italien traîné dans la boue des rues de Marseille. Déchirer le traité, arraché par la violence au Bey de Tunis. Laisser Bismarck cajoler le Pape. Ne pas déshonorer la république en s'alliant avec l'officine du mensonge, alliance dont on menace l'Italie. A ces conditions seulement, les Italiens pourront fraterniser de nouveau avec les Français.*" Le 31 mars suivant, aux côtés de Francesco Crispi, il enthousiasme la foule venue en masse à Palerme aux cérémonies du six centième anniversaire des Vêpres siciliennes (1282) au cours desquelles près de 8.000 Français avaient été massacrés.

En octobre, la famille royale (Umberto Ier) accompagnée de Depretis (Président du Conseil) se rend en voyage officiel à Vienne où elle est accueillie avec enthousiasme et le roi est même fait colonel d'honneur d'un régiment autrichien ce qui ne plaît pas du tout à certains patriotes italiens. L'année suivante (le 20 mai 1882) c'est la triple alliance, la "Triplice" entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, alliance défensive à renouveler tous les cinq ans et dont les clauses militaires restent secrètes. Bruno Bongiovanni² commente ainsi ce traité : "*l'Allemagne et l'Autriche... dans le but de bloquer le long de la frontière nord-est les aspirations irrédentistes et continentales des Italiens, encouragèrent alors, par le biais de la Triple Alliance, la vocation péninsulaire, méditerranéenne et même africaine du Royaume d'Italie. Ils crurent de cette façon s'assurer un allié qui s'avéra en réalité peu fiable à moyen terme, contre la France (en Afrique du Nord) et contre la Russie (dans les Balkans)*".

Ce rapprochement met la France dans une grande fureur. Cependant entre la visite du Roi à Vienne et la signature de la Triplice, il y avait eu la signature du traité de commerce avec la France, c'est la politique d'un "même pied dans plusieurs chaussures" combattue par Sidney Sonnino et Francesco Crispi.

L'Italie développe cependant son activité coloniale avec des fortunes diverses, en 1885, a lieu l'occupation de l'Erythrée et de la Somalie. Crispi devenu chef du Gouvernement en 1887 même une politique de rapprochement généralisé avec l'Allemagne et l'Autriche alors que la France est agitée par le boulangisme qui n'apaise pas les tensions avec l'Allemagne.. Lors du renouvellement de la Triplice, la convention militaire de février 1888 prévoyait qu'en cas de guerre, l'Italie ferait porter l'essentiel de son effort sur les Alpes mais aussi enverrait sur le Rhin, cinq corps d'armée et trois divisions d'infanterie

Un moment on craignit une opération militaire française sur La Spezia tandis que Crispi faisait étudier une intervention préventive sur Toulon ou Marseille. A la même époque, l'Italie, comble d'horreur, reconnaissait l'annexion de l'Alsace-Lorraine et Crispi proposa même que le roi

présidât une prise d'armes italo-allemande à Strasbourg tandis que la France célébrerait le centième anniversaire de la Révolution ... ce fut finalement Bismarck qui repoussa l'idée.³ C'est de cette époque que date la construction des fortifications dans les Alpes.

Début 1891, le gouvernement Crispi chute et le marquis di Rudini lui succède dans un climat de crise économique qui perdurera jusqu'en 1895 mais les relations avec la France s'apaisent. Le 24 juin 1894, l'anarchiste italien Caserio assassine à Lyon, le président Sadi Carnot. Le coup de couteau de Caserio, déclenche de violentes manifestations anti-italiennes par exemple à Grenoble "L'Italien est rejeté avec d'autant plus d'impatience et de haine qu'il vient d'un pays ayant partie liée avec l'Allemagne" constate Pierre Milza

En juillet 1900, Umberto Ier est assassiné par un anarchiste, Victor-Emmanuel III lui succède. Le pays pacifié à l'intérieur peut se consacrer à la croissance économique dans une Europe apaisée développant les échanges entre les nations du continent et avec le monde entier, c'est la période de la première mondialisation. Pour l'Italie, c'est l'époque du Decennio felice (la Décennie heureuse) sous la direction de Giovanni Giolitti. Les rapports avec la France s'améliorent, les chefs d'Etat s'échangent des visites officielles et la France favorise l'expansion italienne en Lybie. On peut dire que la crise entre les deux pays est terminée et que cette période contribuera à décider l'Italie à rejoindre le camp des Alliés en 1915 et non les partenaires de la Triplice.

Pendant la première guerre mondiale, les Français se portent au secours de l'armée italienne après le désastre militaire de Carporetto et symétriquement les Italiens viennent en 1918 à l'aide de l'armée française enfoncée lors de la dernière offensive de Ludendorff. Dans le vaste cimetière de Bligny près d'Epernay, les tombes de 5.000 soldats italiens nous rappellent le sacrifice de ceux qui sont tombés sur notre sol.

Le Traité de Versailles met les Italiens dans une grande fureur car les promesses qui leur avaient été faites par le Traité de Londres (1915) ne sont pas tenues sous la pression de Wilson en particulier, enfin les réparations offertes à l'Italie sont ridiculement faibles. Sydney Soninno, Ministre des Affaires étrangères, claque la porte des négociations. Cette situation développe dans le pays le sentiment de la "victoire mutilée" et se combinant avec les difficultés économiques et sociales, engendre un véritable climat de guerre intérieure entre 1919 et 1922 ce qui permit au fascisme, nouveau garant de la paix civile, d'accéder au pouvoir le 29 octobre 1922.

Les relations extérieures de l'Italie fasciste

Pendant de nombreuses années Mussolini est véritablement admiré dans de nombreux pays. Dès le milieu des années vingt, sa maîtresse juive Margherita Sarfati fait paraître aux Etats-Unis, la biographie de son amant avec l'aide des milieux de la communication et du film dans lesquels elle est bien introduite.

En France, dès le début, les milieux de gauche sont nettement hostiles et le seront de plus en plus à mesure que grossira le flot des réfugiés politiques. D'un manière générale, l'opinion est plutôt indifférente, quant à la droite, tout en considérant que le fascisme n'est pas exportable, elle ira de l'intérêt pour le Duce à une sympathie qui culminera en 1935 avec le voyage à Rome de Pierre Laval, Ministre des Affaires étrangères. Pierre Laval avait succédé à Louis Barthou aux Affaires étrangères après l'assassinat de ce dernier à Marseille aux côtés du roi de Yougoslavie, le 9 octobre 1934.

Le 25 juillet 1934 avait eu lieu le coup de force nazi sur l'Autriche avec l'assassinat du chancelier Dollfuss. Ce coup de force s'était transformé en fiasco et avait déclenché une campagne germanophobe en Italie. Mussolini avait mobilisé quatre divisions sur le Brenner et dans un discours célèbre du 6 septembre à Bari déclarait

“Trente siècles d'histoire nous permettent de regarder avec une pitié souveraine certaines doctrines d'au delà des Alpes, soutenues par une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transmettre les documents de sa propre existence, à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste”

Mussolini apparaît donc comme un arbitre de l'Europe, un artisan de paix. C'est donc naturellement que Laval emprunte à son prédécesseur l'idée d'un système de sécurité collective destiné à contenir la menace hitlérienne en Europe. Il propose d'abord au Duce de signer avec lui un traité qui réglerait le contentieux colonial franco-italien. Ce contentieux concerne notamment la Tunisie que revendique l'Italie fasciste. Dans son désir de consolider l'alliance entre la France et l'Italie, Pierre Laval va jusqu'à rassurer Mussolini sur l'attitude de la France dans le cas où l'Italie déciderait de conquérir le dernier pays africain indépendant, l'Éthiopie. De longues controverses auront lieu sur les paroles exactes prononcées par Laval à ce sujet.

La menace allemande se précise lorsque, le 16 mars 1935, Hitler rétablit le service militaire obligatoire et annonce son intention de porter les effectifs de la Wehrmacht de 100.000 hommes à 500.000. Le 11 avril 1935, Italie, Grande-Bretagne (Ramsay Mac-Donald) et France se retrouvent à Stresa pour déclarer que les trois pays ne toléreront plus de nouvelle violation du Traité de Versailles par l'Allemagne.

Continuant la constitution de son cordon sanitaire autour de l'Allemagne nazie, Pierre Laval signe avec Staline, le 2 mai 1935 à Moscou, un traité d'assistance mutuelle. L'Urss avait rompu en 1933 le traité de Rapallo de 1922 signé avec l'Allemagne. Ce traité permettait aux deux signataires de rompre l'isolement dont ils étaient victimes après la Première Guerre mondiale et la révolution communiste.

Hitler prend prétexte du traité franco-soviétique pour dénoncer le pacte de Locarno⁴ et remilitariser la Rhénanie le 7 mars 1936. Entre temps l'Italie avait attaqué l'Éthiopie en octobre 1935 et la France n'avait pas pu empêcher la Société des Nations de la sanctionner.

Mussolini se retrouvait aux côtés d'Hitler dans la réprobation par la SDN, le «front de Stresa» était rompu et donc Mussolini était dans une alliance avec Hitler et ceci d'autant plus “naturellement” que quelques mois plus tard, les deux dictateurs aideront militairement les nationalistes espagnols.

Les deux dictateurs s'étaient rencontrés pour la première fois en juin 1934 à Stra, près de Padoue. Si Mussolini charma Hitler qui lui démontrera son attachement jusqu'à la fin, le premier considéra le chef nazi comme “un polichinelle, un obsédé sexuel” et parlant des Allemands “Ce sont toujours les barbares de Tacite”.⁵

On ne peut pas comprendre cette période sans se tourner vers deux personnages essentiels qui dirigèrent la politique étrangère italienne.

Juriste ayant fait ses études à Bologne, Dino Grandi entre de bonne heure dans les Faisceaux de combat en Romagne. Il est élu député et se positionne comme un élément modéré du fascisme.

Secrétaire d'Etat à l'intérieur puis aux affaires étrangères, il devient ministre des affaires étrangères en septembre 1929. Il développe une politique très anglophile s'appuyant sur la SDN où il est très apprécié. Cette politique ne fait pas l'unanimité et il est nommé en 1932 comme ambassadeur à Londres où il sera un des principaux artisans de l'accord italo-britannique de 1938. En 1939, il est rappelé en Italie comme Garde des Sceaux et Président de la Chambre des Faisceaux et des Corporations. Opposé à l'entrée en guerre de l'Italie, il quitte le Gouvernement tout en restant Président de la Chambre. A la réunion du Grand Conseil Fasciste du 25 juillet 1943, c'est lui qui rédige la motion de défiance contre Mussolini et convainc le Roi de l'approuver. En août 1943, il se réfugie au Portugal. Il est condamné à mort par contumace au Procès de Vérone. Après quelques années passées au Brésil et en Espagne, il rentre en Italie sans exercer d'activités publiques, il décède à Bologne en 1988.

Galeazzo Ciano est né à Livourne en 1903, il est le fils de Constanzo officier de marine célèbre de la première guerre mondiale, fasciste de la première heure, enfant chéri de Mussolini qui en fit un amiral et le fit anoblir, avant d'en faire le Président de la Chambre des faisceaux et des Corporations remplaçant la Chambre des Députés.

Galeazzo Ciano est bel homme, ambitieux et avide de succès, il suit des études de droit et choisit la carrière diplomatique. En 1930, il épouse Edda, la fille préférée de Mussolini. ce qui favorise manifestement sa carrière. Il est nommé Ministre des Affaires étrangères à 33 ans (9 juin 1936) et va rapprocher l'Italie de l'Allemagne. Après 1938 et l'Anschluss, il se rend compte qu'Hitler déclenchera la guerre même s'il obtient satisfaction sur toutes ses revendications. Il négocie à contre-cœur le pacte d'acier tandis que Mussolini fait de la connivence avec le nazisme l'instrument de ses ambitions. Il éprouve de plus en plus d'allergie envers l'Allemagne d'où l'hostilité de Ribbentrop à son égard. Finalement, il est écarté des Affaires étrangères, sous la pression allemande, pour être nommé en 1943 ambassadeur auprès du Saint-Siège.

Ciano votera l'ordre du jour de défiance au Duce en juillet 1943. Il s'enfuit en Allemagne en août mais celle-ci le livre à Mussolini. Il est jugé en janvier 1944 à Vérone et sera fusillé malgré les supplications de Edda qui implore son père d'épargner le mari qu'elle aimait. Cette histoire tragique a fait l'objet du film de De Laurentis "le Procès de Vérone" où Edda est incarnée par une inoubliable Silvana Mangano.

Edda Ciano réussit à gagner la Suisse, emportant avec elle le manuscrit du journal tenu par son mari, du 1er janvier 1939 au 8 février 1943, Publié dans plusieurs langues, ce journal que les Allemands avaient tenté d'intercepter, fut un succès mondial d'édition dans les années d'après-guerre.

Les sentiments exprimés par le personnage, alliés à sa fin tragique expliquent l'indulgence avec laquelle les historiens l'ont traité et le sentiment de quasi sympathie que lui manifeste un André François-Poncet dans ses mémoires d'ambassadeur à Rome.

Les relations avec la France

L'étroitesse des relations culturelles et économiques avec la France, l'importance de la population d'origine italienne dans notre pays, le rôle que joue le Palais Farnese (siège de l'Ambassade de France) dans la vie romaine font que tout ce qui se passe dans un des deux pays retentit nécessairement sur l'autre. Rapidement la France devient un pays d'accueil de ceux qui fuyaient le nouveau régime, surtout à partir de 1926.

On peut citer Filippo Turati un des fondateurs du parti socialiste en 1892. Avocat, connu pour sa modération, il quitta clandestinement le pays en 1926 pour la Corse puis se rendit à Paris où il continua à militer jusqu'à son décès en 1932.

Plus tragique fut le sort de Carlo Roselli et son frère Nello . Réfugiés en France, ils animaient un mouvement Giustizia e Libertà (les *giellisti*) luttant contre le régime. Dans un chemin creux de Normandie, le 9 juin 1937, ils tombent sous les balles des hommes de La Cagoule. Mussolini estimait que les activistes de ce mouvement devaient être éliminés et ses services secrets avaient conclu un marché avec le Comité Secret d'Action Révolutionnaire, baptisé la Cagoule par Maurras : élimination de Carlo Roselli contre promesse de livraison de 100 fusils Beretta. Le commando était dirigé par Jean Filliol qui sera un des tueurs les plus féroces de la Milice en Limousin, il finira ses jours en Espagne malgré trois condamnations à mort par coutumace.

Les funérailles des frères Roselli donneront lieu à Paris à un immense cortège. Les opposants immigrés (*fuorusciti*) au fascisme sont évidemment nombreux mais encore plus nombreux sont les Italiens immigrés de longue date mais de tradition socialiste ou anarchiste et qui se sentent solidaires des réfugiés.

Inverserment on va trouver dès le milieu des années 20, des fasci qui regroupent des immigrés et entraînent des conflits avec les immigrés italiens qui participent aux activités gérées par les consulats. Les conflits entre fascistes et anti-fascistes sont donc transposés en France avec des épisodes célèbres comme celui de l'assassinat de Nicolà Bonservizi. Le chef du fascio sera tué en février 2004 à Paris et ses funérailles solennelles seront célébrées à Milan, en présence de Mussolini qui le fera à titre posthume "prince de ceux qui sont tombés en terre étrangère".

A Lyon, un fascio sera créé en 1926 mais c'est à Nice que s'affirma le groupe le plus activiste contre lequel tenta de lutter le consul. Un journal particulièrement virulent "Il Pensiero latino" vit son directeur expulsé par le gouvernement Poincaré en 1927. Dans des villes comme Nice, les militants fascistes jouèrent alors un rôle important dans les revendications irrédentistes italiennes. En effet le gouvernement fasciste redonna vigueur aux revendications territoriales vis à vis de la soeur latine.

Le Traité de Turin de 1860 qui avait vu Nice et la Savoie rejoindre la France à la suite du plebiscite organisé conformément à l'accord de Plombières entre Cavour et Napoléon III, était resté en travers de la gorge d'un certain nombre d'Italiens. A ces deux territoires s'ajoutaient le plus lointain souvenir de la Corse et bien entendu des territoires coloniaux, au premier rang desquels la Tunisie.

Le fascisme va donc favoriser la renaissance de cet irrédentisme à partir de 1926 et surtout en 1933, avec l'arrivée de Ciano au ministère des Affaires étrangères. Le Comté de Nice figurait toujours en bonne place dans la revendication fasciste. Cette revendication voulait replacer la frontière franco-italienne sur le Var.

Comme l'écrit l'historien Paul Isoard⁶

L'irrédentisme se nourrissait de la présence d'une forte colonie italienne (100.000 personnes en 1939) implantée surtout dans les villes du littoral et de l'apparition "spontanée" dans les provinces de la péninsule de "Gruppi d'Azione Nizzarda". Ils étaient censés manifester l'existence d'un courant populaire et d'un mouvement d'opinion capables de sous-tendre la "légitimité" des exigences fascistes.

Le roi Victor Emmanuel III s'en réjouissait. Il avouait en 1934 à son aide de camp, le général Silvio Scaroni :

“Eh oui ! Il ne faut jamais laisser tomber des questions comme celles de Nice... Il n'y a rien à faire pour le moment, mais on ne sait jamais. Les situations peuvent changer”.

En 1938, à Munich, Mussolini prenait conscience de la faiblesse, de la pusillanimité, de l'irrésolution de la France. Elle devenait la cible privilégiée. Le coup était porté le 30 novembre 1938. Le nouvel ambassadeur, François Poncet, accrédité la veille, était invité à assister à l'une des dernières séances de la Chambre des députés qui allait devenir celle des faisceaux et des corporations.

Ciano devait y exposer les grandes orientations de la politique étrangère de son pays. L'arrivée théâtrale de Mussolini chauffait la salle. Au moment où Ciano prononçait la phrase attendue : *“Nous entendons défendre, avec une inflexible fermeté, les intérêts et les aspirations naturelles du peuple italien”*, les députés se levaient en criant : *“Tunisie, Djibouti, Corse, Nice”*.

Ils exprimaient ainsi au représentant de la République française le contenu des *“aspirazioni naturali”*. François Poncet quittait la tribune diplomatique mais il était attendu, devant Montecitorio (le Palais Bourbon italien), par un comité d'accueil dont les membres reprenaient les mêmes noms de territoires auxquels la presse du lendemain rajouta la Savoie. Et *Le Canard enchaîné* de poser la question : pourquoi pas le Boulevard des Italiens et le restaurant Poccardi ?

Ainsi en 1938 tous les ingrédients étaient réunis pour déboucher sur un conflit si telle était la volonté du Duce.

Dans une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques en date du 20 janvier 2003, l'historien Pierre Milza, auteur de nombreuses publications sur le fascisme et d'un monumental ouvrage sur Mussolini, essaie de répondre à trois interrogations qui correspondent à des stéréotypes ancrés chez les Français. Il analyse dans l'ordre : Mussolini « César de Carnaval » ? Le clone de Hitler ? Chef de bande ou « homme de la Providence » ?

Il faut donc « retremper la race » en imposant aux Italiens les rigueurs de la fascisation à outrance. C'est dans cette perspective de formatage d'un « homme nouveau » qu'il faut interpréter la conversion de « défense de la race » qu'inaugurent en 1938 les dispositions adoptées à l'encontre des Juifs, en complète opposition avec les pratiques de tolérance en vigueur jusqu'alors.

L'affaire éthiopienne réglée, rien n'empêchait l'Italie de renouer le dialogue avec les démocraties, comme le souhaitaient les anciennes élites et aussi une fraction non négligeable de l'establishment fasciste, ce qui, aux yeux du Duce, comportait un triple danger. C'eût été à la fois renoncer aux objectifs majeurs conçus par la diplomatie mussolinienne, replacer l'Italie dans l'orbite politique et culturelle des anciennes puissances dominantes, et surtout créer les conditions d'une démobilisation progressive des esprits, voire d'une libéralisation du régime souhaitée par une partie de ceux qui avaient contribué autrefois à sa mise en place. De là la nécessité qui s'est imposée à Mussolini, pour enrayer cette dérive conservatrice, cet embourgeoisement du fascisme aboutissant, après sa mort, à un retour pur et simple au passé, de radicaliser le régime, de l'enraciner profondément et durablement dans le pays, interdisant aux anciennes élites et aux détenteurs du magistère spirituel la possibilité de reconquérir leurs positions perdues.

Le tournant totalitaire imposé à l'Italie par le Duce en 1936-1938, le recours à une mythologie futuriste visant à maintenir le pays en état de tension permanente et pour finir le choix de l'alliance allemande découlent largement de cette option initiale. Et c'est à bien des égards l'échec de la « révolution culturelle du fascisme » qui a conduit Mussolini à faire entrer son pays dans la guerre en juin 1940, contre le sentiment quasi unanime de la classe dirigeante, des chefs de l'armée et du peuple italien. En choisissant de lier son sort à celui de l'Allemagne, le Duce n'a pas seulement volé au secours d'une victoire qui paraissait acquise. Il s'est engagé dans le conflit parce qu'il estimait que des sacrifices imposés à son peuple sortiraient cette race retrempée et régénérée dont il ne cessait depuis vingt ans de vouloir restaurer les vertus guerrières.

Deux domaines illustrent la montée des tensions entre la France et l'Italie : la Vallée d'Aoste et les immigrés.

Dès l'unification du Royaume, la volonté d'imposer la langue italienne avait été une constante des politiques gouvernementales, la Vallée d'Aoste coupée de l'Etat Savoyard disparu, luttait pour sauvegarder son particularisme linguistique.

Avec le régime fasciste le rejet de la relation culturelle avec la France prend une ampleur nouvelle. On joue sur la population en faisant partir 26.000 Valdôtains et en faisant venir 37.500 immigrés en vingt ans, sur une population de 80.000 personnes. En avril 1926, l'abbé Joseph-Marie Trèves fonde avec Emile Chanoux, un jeune étudiant en droit, la "Jeune Vallée d'Aoste", rassemblement de militants en faveur de l'autonomie et de la démocratie, premier noyau de la Résistance et symbole de la "Patrie valdôtaine" tout au long des vingt années de fascisme. Les écoles francophones sont supprimées, en 1932 on fait venir un évêque Francesco Imberti (non valdôtain) imposant l'italien dans les églises, les séminaires, les catéchismes et tous les documents ecclésiastiques. On va jusqu'à italianiser les toponymes valdôtains et envisager même une mesure analogue pour les patronymes. Tout ceci amplifiera la volonté autonomiste dont on verra plus loin les conséquences sur les rapports franco-italiens.

Un autre aspect dérive des multiples vexations que subissent les immigrés italiens en France et en Afrique du Nord. La presse transalpine abonde en reportages sur le comportement agressif des administrations françaises et des populations, en attendant la phase finale où fascistes et réfugiés politiques se trouveront internés dans les mêmes camps comme ressortissants d'une nation belligérante.

La période de non belligérance : 4 septembre 1939 - 10 juin 1940

Ciano rencontre Ribbentrop à Salzbourg les 11 et 12 août et découvre que la guerre est imminente alors que pour lui le Pacte d'Acier était un moyen de maintenir la paix pendant trois ans. La pacte germano-soviétique accélère le cours des événements.

L'Italie fait savoir à l'Allemagne qu'elle est dans l'incapacité de se lancer dans un conflit sauf à recevoir une aide matérielle et économique impossible à fournir. L'Allemagne déclare comprendre la situation et accepte une position que l'Italie qualifiera de "non-belligérance", position qui devait durer près de dix mois.⁷

Le 3 septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne suite à l'invasion de la Pologne. L'Italie s'estime incapable d'intervenir avant 1942; Cependant à partir de janvier 1940, la germanophilie se réveille malgré la volonté de Ciano de maintenir le pays hors du conflit. Progressivement Mussolini se convainc de la nécessité d'entrer dans la

guerre et les succès allemands de mai 1940 emportent sa décision malgré la mise en garde de Roosevelt. Il dit à Ciano *"il y a quelques mois, j'ai dit que les Alliés avaient perdu la victoire. Aujourd'hui ils ont perdu la guerre. Chaque retard est inconcevable; nous n'avons plus de temps à perdre"*.

Quelques centaines de morts devaient suffire pour s'asseoir à la table des vainqueurs. Le 27 mai encore, André François-Poncet fait des propositions sur la Tunisie et même l'Algérie mais Ciano lui dit qu'il est trop tard. L'avant dernier entretien entre Ciano et l'ambassadeur a lieu le 9 juin et ce sont les larmes dans les yeux que les deux hommes se séparent.

De ces jours dramatiques, une lettre nous donne un témoignage à la fois extraordinaire et prophétique, celle du Comte Sforza. Né en 1872 et mort en 1952, le comte a été ambassadeur en Turquie, en Chine, en Yougoslavie, en France. Il a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement libéral de Giovanni Giolitti (1919-1921) puis après la Seconde Guerre mondiale, de 1947 à 1951, dans le gouvernement du démocrate-chrétien De Gasperi.

Dans l'heure qui suit la désignation de Mussolini comme chef du gouvernement par le Roi (29 octobre 1922), le comte Sforza démissionne avec fracas de son ambassade à Paris et entreprend une campagne contre *"ce péril qui menace non seulement l'Italie mais l'Europe"*. Il n'est guère suivi, pas plus en France qu'en Angleterre ou aux États-Unis...

Voici sa lettre à Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, le 30 mai 1940.

« Sire,

Des officiers de haute valeur morale (le fascisme n'a pas encore réussi à tout détruire dans l'armée) m'ont informé, non sans risques, que la guerre contre la France et la Grande-Bretagne est décidée. Et ils me supplient d'expliquer à Votre Majesté que nous allons au devant d'un désastre pour nos armes et pour notre patrie. [...]

Sire, Votre premier ministre vous a démontré, par une série de preuves journalistiques, que le coup est sûr ; que même si l'armée est - comme elle l'est - désorganisée, sans armes, sans commandants et sans volonté de se battre dans une guerre que la nation ne sent pas, les ennemis sont voués à une défaite écrasante ; et qu'il suffit donc d'entrer en guerre pour partager bientôt avec l'Allemagne les dépouilles des vaincus. [...]

Où Votre premier ministre Vous trompe, où Vous Vous trompez Vous-même, c'est quand Vous croyez que la Grande-Bretagne imitera la France et s'effondrera après une brève résistance. Non, l'Angleterre a les épaules au mur ; non seulement elle résistera, non seulement elle et les Dominions étonneront le monde par leur ténacité, mais à Londres même - jusqu'à ces derniers temps si hésitante sous Chamberlain - une résistance sera organisée, si héroïque qu'une semblable n'aura peut-être jamais été vue. Alors, le monde se secouera. A la longue, les Etats-Unis entreront dans la lutte ; ils ne pourront faire autrement, parce que la volonté d'hégémonie mondiale de l'Allemagne aura, là aussi, causé une trop grande peur.

Je sais bien qu'autour de V. M. on affirme avec le plus grand sérieux que les Etats-Unis sont divisés entre isolationnistes et interventionnistes, que l'Amérique est antimilitariste, que l'Amérique ne sera jamais prête à temps, que l'Angleterre sera battue avant qu'on ne soit préparé à Washington. Ne croyez pas, Sire, à ces folies. [...] l'Amérique étonnera le monde par une préparation militaire et économique devant laquelle tout finira par plier.

Si V. M. donne son nom et sa signature à cette guerre insensée, [...] comprenez bien que les désastres seront si épouvantables et la perte de l'honneur national si cuisante, que cela finira par détruire tous les liens de fidélité et d'affection entre le peuple italien et Votre maison.

II La guerre des cinq jours : les hostilités et l'armistice

Dans les jours qui suivent la déclaration de guerre, les affrontements se limitent (12 juin) à des échanges de tirs entre éclaireurs skieurs français et italiens. Les véritables combats commencent dans les Alpes le 20 et surtout le 21 juin quand Mussolini décide l'offensive générale au vu de la demande d'armistice de la France.

Dans les airs et sur mer, les combats commencent le 13 juin, la Royal Air Force partie de Marseille bombarde Turin et la Regia Aeronautica attaque Toulon, et les régions de Fayence et de Cannes. Le soir une partie de la flotte française quitte Toulon sous les ordres du Contre-amiral Duplat. A 4 heures 26 le lendemain, les réservoirs de carburant de Vado Ligure, sont en flammes, puis l'escadre se sépare en deux groupes, l'un attaquant Gênes, l'autre Savone. Des implantations industrielles et des dépôts de carburants sont attaqués. La réaction italienne n'est pas inexistante mais inefficace : torpilles qui se bloquent dans les tubes, batteries côtières noyées par leur propre fumée. Seule à Gênes, une batterie côtière (Mameli) réussit à toucher l'Albatros où 12 marins français sont tués.

Les dommages causés aux installations industrielles se révélèrent finalement limités malgré un certain nombre de morts et blessés civils. Le principal dommage selon un historien militaire italien, est *"qu'une flotte ennemie pouvait bombarder nos côtes et repartir sans dommages notables"*, même si la presse du lendemain annonçait un chasseur de mines et un croiseur coulés, plusieurs autres navires avariés et quelques sous-marins envoyés par le fond.

Les combats dans les Alpes

Pour comprendre la guerre dans les Alpes, il faut avoir présent à l'esprit le réseau des fortifications établi à la fin du XIXème siècle et complété à partir de 1929 dans le cadre de la ligne Maginot.

La guerre dura moins de cinq jours, elle opposa l'Armée des Alpes commandée par le général Olry qui disposait en définitive de 42.000 combattants, à l'armée italienne commandée par le Prince du Piémont, Umberto II, futur "roi de mai" (du 9 mai au 2 juin 1946).

Cette Armée des Alpes avait été privée d'une bonne partie de ses effectifs envoyés à Narvik, sur le front de la Somme et ailleurs. A part les troupes de forteresse, le général Olry disposait donc surtout de réservistes qui devaient faire face à la fois à l'armée italienne et à l'armée allemande qui arrivait dans leur dos.

Nous ne retiendrons que quelques épisodes :

A) Tarentaise - Beaufortin

Le col de la Seigne est un col qui relie la vallée des Chapieux (au sud-ouest) en France au val Vény (au nord-est) dans le Val d'Aoste.

Curzio Malaparte dans *Le Soleil est aveugle* Gallimard écrit ce qui se passa au col de la Seigne, plus particulièrement au point d'appui de Bellaval

"Soudain un Français sort du quatrième fortin. C'est un officier, petit, maigre avec un fusil-mitrailleur dans les bras. Le lieutenant Pasini qui commande la 52ème compagnie du bataillon Edolo s'arrête. Ils sont à une cinquantaine de pas, en face l'un de l'autre, Pasini en haut, le Français en bas. L'officier français est seul, il a le béret basque incliné sur l'oeil. Il reste debout

avec son fusil mitrailleur. Tout d'un coup il le soulève lentement et il tire, deux Alpini tombent derrière Pasini. Un Alpini lève alors son mousqueton et il fait feu. L'officier français plie les genoux, tire encore et tombe face dans l'herbe. Il s'appelait Jean de Castex, chef du poste de Bellaval, près du col d'Enclave en Tarentaise. C'était un brave."

Un autre ouvrage qui donna lieu à une défense célèbre fut le fort construit à partir de 1895 sur l'arête de la Turra entre 2500 m et 2529 m d'altitude, face aux nombreux forts italiens du plateau du Mont-Cenis. De même La Redoute Ruinée, où quarante soldats du BAF défendent le passage du col du Petit Saint-Bernard contre plusieurs milliers de soldats italiens. Finalement le fort n'est évacué que le 2 juillet suite à l'armistice du 25 juin, les troupes italiennes qui comptent plusieurs centaines de morts et de blessés rendent les honneurs militaires aux 31 survivants.

B) Le fort du Chaberton

Le Fort de Chaberton dit encore "Fort des Nuages", perché à 3130 mètres d'altitude et dont la construction avait commencé en 1898, tenait Briançon sous la menace de ses canons installés dans les années 30. Sur le toit du fort, huit tours cylindriques en maçonnerie revêtues de blocs de ciment se dressaient à six mètres les unes des autres : d'une hauteur de sept mètres elles servaient de base aux casemates métalliques abritant l'artillerie. Les casemates étaient formées d'une coupole dépourvue de blindage, pouvant tourner librement sur elle-même à 360°. Chaque coupole accueillait un canon de 149/35, une des pièces d'artillerie les plus précises et les plus efficaces de l'époque.

Le fort représentait donc une menace considérable pour la ville de Briançon et les forts qui la protégeaient.

Pour contrer cette menace l'Armée des Alpes disposaient de deux sections de tir dotées de deux mortiers Schneider de 280 mm. Ces mortiers avaient été construits pour l'armée impériale russe et en 1915, l'armée française en avait l'acquisition de 18 exemplaires.

Ces deux sections avaient été installées en secret et sans faire de tirs d'entraînement pour rester indétectées.

Le 21 juin, le Chaberton (servi par 320 hommes) ouvre le feu sur le fort des Têtes, sur le Janus et le Fort de l'Olive lequel est mis hors de combat. Suite au mauvais temps, les Français ne peuvent pas répliquer et il faut attendre 15h30 pour ouvrir le feu efficacement, 57 coups sont tirés avec des interruptions dues à la brume, à 22 heures 6 des 8 tours sont détruites.

L'impact psychologique est considérable sur les troupes italiennes et malgré la prise du Fort du Chenaillet près de Briançon, les Italiens eurent la conviction que toute conquête était impossible sans disposer de l'appui feu du fort.

C) Les combats dans les Alpes maritimes

Dans les Alpes maritimes, les troupes italiennes s'emparent de Menton dont on avait évacué la population civile mais elles sont incapables de progresser en direction de Nice. La cuvette de Sospel, passage obligatoire entre Breil et Nice est un véritable piège soumis aux feux croisés d'un ensemble d'ouvrages et les troupes italiennes ne tentent même pas le passage. Les forts du bord de mer (Roquebrune et Cap Martin) résistent aux bombardements et empêchent le passage alors que Mussolini retardait l'armistice pour pouvoir ajouter Nice à la zone occupée initiale.

Les bombardements par les avions italiens

Pendant la guerre et pendant de nombreuses années après la guerre et jusqu'à nos jours, de nombreux récits de témoins oculaires ont décrit des avions italiens en juin 1940, bombardant

les villes et mitraillant les réfugiés sur les routes. Toutes les études menées sur ces récits démontrent qu'en fait il s'agissait d'avions allemands, aussi bien dans le Forez, à Montluçon, à Orléans et à Tours.

Le 1er juin 2002, le Progrès de Lyon publiait dans ses pages locales le témoignage d'un Givordin au sujet du bombardement de sa ville en juin 1940 :

"J'ai 6 ans. Nous sommes le 1er juin 1940. Un mercredi, peut-être un jeudi, ça je ne sais plus. Il est, j'en suis sûr, midi pétante. C'est venu de derrière la Madone... des avions italiens... Et ça s'est mis à tomber. C'était la première fois qu'on bombardait Givors. On n'avait jamais vu ça. "

A-t-il la mémoire fidèle ? Et vous, Givordins, témoins ou détenteurs de documents de cette époque, qu'en savez-vous ?

Beaucoup de témoins de l'époque attestent que ce sont des avions italiens. Or le 1^{er} juin 1940, l'Italie n'est pas en guerre avec la France. Le 2 juin des avions allemands sont abattus par la chasse française, un de retour en Bavière s'écrase au sol en Suisse où l'équipage est interné.

La Mairie de Givors a voulu en avoir le coeur net. La réponse des services d'archives militaires allemandes en août 2002 a été sans équivoque : l'identification des avions de la Luftwaffe ayant participé à la mission a été fournie, leur parcours indiqué et le résultat de la mission précisé.

Dans la quasi totalité des cas où l'on a dénoncé l'aviation italienne, les lieux allégués de bombardement étaient inaccessibles depuis le territoire italien par des avions devant survoler les Alpes et éventuellement affronter l'aviation française. Il semble acquis que les interventions de l'aviation italienne furent limitées aux côtes méditerranéennes et aux Alpes.

L'armée des Alpes face à l'armée allemande

Le 21 juin, un communiqué de l'état-major allemand, prescrit au XVI^e corps motorisé de « se porter en direction de Grenoble et Chambéry... afin de couper la retraite sur la vallée du Rhône aux détachements français qui sont attaqués par l'armée italienne »

Avec deux panzerdivision, une division d'infanterie, une division de montagne et un groupement motorisé, le général Hoepner, qui aligne plus de soixante mille hommes, pense prendre le contrôle du Grésivaudan sans encombre.

Mais l'état-major de l'armée des Alpes est parvenu à créer du néant une force improvisée le "groupement Cartier", qui va barrer les lisières des Alpes entre Valence et le pont de Culoz. Dans cette armée de circonstance, on trouve des formations de l'armée des Alpes, des unités repliées du Nord-Est, des bataillons de dépôts, des compagnies de défense de l'armée de l'Air, et même un détachement de canonnières marines de Toulon. Un seul mot d'ordre : ne pas reculer.

Aux Echelles, les avant-gardes allemandes sont contenues jusqu'au 25 juin par une poignée d'hommes. Après s'être emparé du pont de Culoz le 22, l'ennemi s'avance vers Chambéry, mais il est arrêté aux portes de la ville.

L'attaque principale est dirigée sur Grenoble. Durant deux jours, le groupement Brillat-Savarin et les artilleurs du 104^e RALT vont livrer la bataille de Voreppe, au cours de laquelle la 3^e

Panzer perd plus de mille hommes dont 320 tués. Le 25 juin l'armistice entre en vigueur. L'armée des Alpes a conservé toutes ses positions.

L'armistice

Hitler n'avait pas voulu conclure un armistice conjoint avec les Italiens. Il voulait ses conditions et sa cérémonie symbolique. Le 22 juin, Mussolini pense retarder la signature en espérant que le Général Gambara atteindrait Nice.

Les plénipotentiaires français sont les mêmes que ceux de Rethondes, ils arrivent le 23 à Rome dans des avions allemands. Ils sont reçus à la villa Incisa près de Rome par Ciano et Badoglio et le général Huntzinger lequel observe qu' "ils étaient sincèrement émus, un peu penauds, peut-être même humiliés".⁸ Le 24 le texte est signé, les demandes de l'Italie sont extrêmement modestes car Mussolini sait que ses conquêtes de territoire sont minimes et il y a tout un débat entre historiens pour interpréter ces conditions.

Ciano note dans son journal que l'opinion publique est déçue devant la non attribution de territoires non conquis. Les territoires attribués sont très limités : en Tarentaise, les vallons du col du Petit-Saint-Bernard et du col du Mont et, en Maurienne, la région de Lanslebourg que Le Duce visite. En juillet, sont mis en place les comités d'assistance sous l'égide de la C.I.A.F. (Commission italienne d'armistice avec la France). Le 1er juillet : les forts des Alpes sont livrés. Les Alpes-Maritimes font partie de la zone libre à l'exception de trois communes occupées : Isola et Fontan (partiellement), Menton (en totalité), au total 6.750 hectares, qui feront l'objet d'une politique d'annexion en attendant que des nouveaux événements, ou le Traité de Paix, permettent de repousser la frontière jusqu'au Var.

Les hostilités se poursuivent en territoire africain... mais avec la France Libre. Le 1^{er} mars 1941, se produit la prise de Koufra par la colonne Leclerc, première victoire de la France Libre et lieu du fameux serment "*Nous sommes en marche. Nous ne nous arrêterons que lorsque le drapeau français flottera sur la cathédrale de Strasbourg.*"

III L'occupation du 11 novembre 1942

A la suite du débarquement des alliés au Maroc et en Algérie en novembre 1942, il est mis fin à la zone libre, huit départements dont les Alpes-Maritimes sont occupées par l'armée italienne⁹. Le général Vercellino, commandant la IV armée, fait distribuer des tracts sur lesquels ont lit

Dans le but d'empêcher que le sol de France ne puisse devenir un nouveau théâtre de guerre, à cause de débarquements de forces militaires anglo-américaines, nous occupons temporairement la zone démilitarisée

Cette occupation par l'armée italienne aura un certain nombre de conséquences dont nous retiendrons deux : la politique d'annexion du Comté de Nice et la politique de protection des Juifs.

La politique d'annexion du Comté Niçois

Nous avons déjà vu que la revendication sur Nice constituait une des causes de l'animosité envers la France dans la période d'avant-guerre mais cette revendication était beaucoup plus ancienne. Dans les manuels scolaires, rédigés conformément aux programmes ministériels du 10 octobre 1867, le Comté de Nice était classé parmi les terres d'Italie "sous la domination de la France".

Une partie de ceux qui avaient voté "non" en 1860, avait constitué une association des "Descendants de Savoyards et Niçois italiens" éditant une revue et soutenant un Institut d'Etudes Ligures situé à Bordighera, promouvant "l'italianité" de Nice en liaison avec la "Dante Alighieri" située à Nice même. Au moment de l'armistice, un document du Ministère des Affaires Etrangères italien précisait

"La ligne Var-Tinée constitue, du point de vue géographique, la frontière naturelle entre l'Italie et la France".

Cette revendication appuyée par une partie de la population immigrée en France avait été déçue par l'armistice et donc le 11 novembre 1942 sonnait comme une revanche.

L'accueil de l'armée italienne par la population fut glacial et progressivement plusieurs personnalités s'affirmèrent comme les fers de lance du refus : Jean Médecin le maire pétainiste dont l'occupant obtint finalement la destitution par Vichy quelques jours avant l'effondrement du fascisme, le préfet Marcel Ribière et l'évêque Mgr Paul Rémond. Ce qui est remarquable c'est l'absence totale de relation entre l'occupant et l'extrême droite française très présente à Nice. C'était notamment à Nice qu'avait eu lieu le 22 février 1942 la grandiose cérémonie de prestation du serment du service d'ordre légionnaire.

Des actions de résistance se développèrent contre une armée d'occupation secondée par l'O.V.R.A. (Organizzazione di Vigilanza e di Repressione dell'Antifascismo), c'est à dire la police politique du régime renforcée par des groupes privés animés par Ezio Garibaldi (un des petits fils de Giuseppe) éditeur du journal *Il Nizzardo*. La répression suivit et par exemple 150 Niçois furent arrêtés dans la nuit du 5 au 6 mai 1943, une partie fut emprisonnée dans les forts de l'Esseillon en Savoie.

Tout ceci justifia une politique de représailles sommaires au moment de l'épuration. Dans le discours qu'il prononça le 9 avril 1945 à Nice, le général De Gaulle déclarait :

"Qu'ils étaient naïfs en même temps qu'insolents ceux qui avaient prétendu qu'on pourrait arracher Nice à la France!"

mais il mettait en garde les résistants de la dernière heure :

"Dès maintenant les règlements se font entre peuples et ne se font pas entre individus. Il serait indigne de Nice, que le peuple français vainqueur aille s'en prendre à tels ou tels individus."

L'autre aspect important qui résulta de l'institution de la zone d'occupation italienne fut la protection des Juifs ce qui pour certains, constituait l'occasion rêvée de contester la souveraineté française sur une terre revendiquée.

La protection des Juifs

Dès leur arrivée, les autorités militaires italiennes protègent les juifs français et étrangers. Les Préfets de Vichy qui pensaient devancer les désirs des nouveaux occupants en contraignant les Juifs au port de l'étoile jaune, durent faire marche arrière de même qu'ils durent supprimer l'obligation de la mention "juif" sur les titres d'identité et sur la carte d'alimentation. Enfin les autorités militaires prirent des dispositions empêchant, au besoin par la force, les arrestations de Juifs par la police de l'Etat français.

“ Devant les protestations de Vichy, outré par les atteintes italiennes aux prérogatives de la souveraineté française, le consul général d'Italie à Nice, Alberto Calisse, riposta en affirmant la volonté de son gouvernement d'appliquer la même législation "que celle existant en Italie sur les Juifs, c'est-à-dire [...] une législation humaine". (Lucien Lazare Introduction au dictionnaire des Justes de France).

Contrairement à ce qu'on pourrait penser l'antisémitisme avait néanmoins sévi en Italie et deux lois de 1938 signées par Victor Emmanuel III, par la grâce de Dieu et la volonté de la nation, Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie, frappèrent tout d'abord les juifs étrangers, même pratiquant une autre religion que le judaïsme. La deuxième loi visait la pureté de la race italienne en prohibant les mariages avec des personnes d'une autre race qu'aryenne. On notera que ces deux lois jouèrent un grand rôle dans le référendum abolissant la monarchie en 1946.

Ces lois furent appliquées. Dès 1938, l'élève Primo Levi doit quitter l'enseignement public, quelques années après il aura les pires difficultés pour constituer son jury de maîtrise et sur le rapport de soutenance de son mémoire il est indiqué “de race juive”

Reprenant les résultats de recherches récentes, Pierre Milza¹⁰, estime que *“l'image d'une résistance passive de la population et de l'administration aux mesures adoptées par le gouvernement fasciste”* doit être en partie révisée. Il conclut en affirmant que la responsabilité de Mussolini dans cette politique d'exclusion raciale est totale. On pourrait donc dire que la politique pratiquée dans la zone française occupée fut plus favorable aux Juifs. Il est vrai que sur le terrain, l'initiative relevait des militaires, assez distants des extrémistes entourant le Duce.

Georges Bensoussan dans son Histoire de la Shoah¹¹.écrit :” *En 1944, deux tiers des juifs [de France] vivent dans la clandestinité, aidés par la population ou l'Eglise, par les réseaux d'assistance, juifs ou non, intégrés à la Résistance, juive ou non, bénéficiant parfois de lieux d'asile exemplaires, telle la zone d'occupation italienne, entre novembre 1942 et septembre 1943”.*

On trouve une multitude de témoignages montrant les militaires italiens venant au secours des Juifs qu'ils soient résidents de la zone considérée ou réfugiés, sachant qu'ils auraient la vie sauve. Les Allemands estimaient entre 20.000 et 40.000 le nombre de Juifs qui s'étaient réfugiés dans la zone orientale sud de la France, environ la moitié étaient d'origine française et avaient ainsi voulu échapper à la police de Vichy et à la milice, les autres étaient des étrangers. En mars 1943, malgré les tactiques dilatoires utilisées par Ciano, Mussolini envoie à Nice l'inspecteur général de la police Guido Lospinoso avec mission d'y constituer un «Regio Ispettorato di polizia razziale», pour mettre fin à l'afflux des réfugiés juifs dans la zone et interner les juifs étrangers dans des localités éloignées de la côte.¹²

Mussolini étant en 1942 parfaitement informé du sort réservé aux Juifs par les nazis, les autorités italiennes négocièrent avec les Allemands et les Français pour obtenir que les Juifs d'origine italienne fussent envoyés dans la péninsule.

Lospinoso s'acquitta de sa tâche avec beaucoup de lenteur et opposa des refus permanents aux demandes des Allemands ou de Vichy, s'abritant derrière les instructions reçues de Rome. Allant même plus loin, il négocia avec le Père Jean-Marie Benoît et le banquier juif italien Angelo Donati pour faire partir des Juifs de l'autre côté de la Méditerranée. Une vaste opération visant 20.000 personnes échoua au dernier moment, suite à l'effondrement du régime . Le 1er décembre 1966, l'Institut Commémoratif des Martyrs et Héros « Yad VaShem » à Jérusalem décernait à Jean-Marie Benoît, la médaille des Justes parmi les Nations.

Les Alpes Maritimes ne furent pas le seul département concerné, en Savoie et en Isère, les militaires italiens s'opposèrent à la police française. Ainsi l'Isère était occupée dans sa plus grande partie par les troupes italiennes, l'armée allemande occupant l'arrondissement de Vienne. En février 1943, Vichy organise une nouvelle rafle en zone Sud. Le préfet de l'Isère se voit chargé de fournir un contingent de 25 Juifs, mais l'état-major italien fait libérer les personnes arrêtées à Grenoble. Le préfet de l'Isère charge alors le sous-préfet de Vienne de compléter l'effectif requis dans la zone d'occupation allemande. Les arrestations sont opérées essentiellement à Décines-Charpieu, zone d'assignation à résidence pour les Juifs étrangers.

L'effondrement du fascisme le 8 septembre 1943 entraîna la ruée des Allemands sur la zone anciennement occupée par l'ex-allié. L'Etat-Major de la division Pusteria à Grenoble fut arrêté par la Wehrmacht.

Les 9 et 10 septembre, 1200 israélites qui s'étaient regroupés à Saint-Martin de Vésubie, passèrent en Italie où ils espéraient trouver asile. Ils furent internés à Borgo San Dalmazzo, avant d'être remis aux Allemands par la République de Salò, comme le sera Primo Levi en décembre. Dès la semaine suivante, le 15 septembre 1943, Aloïs Brunner arrivait à Nice pour remettre de l'ordre et peu de temps après les premiers trains partaient pour Drancy. Parmi ces Juifs jusqu'alors protégés il y aura, avec ses parents, une jeune Niçoise de dix-sept ans, née dans cette ville en 1927, et qui entama le voyage par Drancy puis Auschwitz, Bobreck, Bergen-Belsen, c'était Simone Veil.

IV La fin de la guerre et ses points noirs

Les armées anglo-américaines débarquent en Sicile puis dans le Sud de la botte italienne, avec des moyens limités, elles doivent être renforcées et malgré un certain nombre de réticences initiales, on fait appel aux Français.

Dans l'intervalle, il y avait eu le révélateur épisode Corse. A la mi-septembre 1943, les maquis de l'île entreprennent de chasser les Allemands. Le sous-marin Casabianca débarque le 13 septembre 1943 dans le port d'Ajaccio les 109 hommes du bataillon de choc Gambiez. Les Allemands sont encore nombreux mais évacuent progressivement l'île. Les combats font rage autour de Bastia et les troupes italiennes se joignent aux Français.¹³ *“Le commissaire aux Affaires Etrangères, René Massigli, s'en inquiète. Il redoute que cette collaboration inopinée ne ravive le vieux rêve transalpin d'une Corse italienne. Il ne faut pas, écrit-il à Giraud, que l'on puisse un jour prétendre à Rome que les Italiens nous ont aidés à reconquérir un département français. Des instructions sont données dans ce sens aux commandements d'unité.”*

Le CEF (Corps expéditionnaires français) est placé sous les ordres du général Juin, Il comprend quatre divisions et trois groupements de tabors marocains (GTM), qui vont être engagés progressivement en Italie, de la fin 1943 au début 1944. Au total, 120 000 hommes dont 35 000 soldats marocains.

Les troupes françaises, aux prix de pertes importantes prennent plusieurs positions sur lesquelles les Alliés avaient échoué et le général Clark exprime au général Juin sa satisfaction. La réussite globale des opérations du mois de décembre 1943 reconstruit l'image de l'armée française auprès des Alliés. Ceci en large partie grâce aux troupes marocaines, qui « ébahissent les Américains » par leur audace et leur ténacité mais perdent plus du quart de leur effectif.

Cette contribution française la libération de l'Italie est hélas occultée dans l'histoire italienne contemporaine par les exactions sur les populations civiles notamment l'histoire des "marrochinates" (femmes violentées par les goumiers). Plusieurs témoignages laissent entendre que des "quartiers libres" auraient été promis par des commandants à leurs hommes pour motiver leur ardeur au combat. Ainsi dans la bourgade d'Esperia sur la ligne Gustav où les goumiers perdirent près de 5.000 hommes sur les 12.000 engagés, 600 femmes et des fillettes furent violées, le curé qui était intervenu à leur secours fut martyrisé. Les Alliés et le Saint-Siège intervinrent auprès de De Gaulle qui s'en prit violemment au général Guillaume incapable de commander à ses officiers de tenir leurs hommes, on envisagea même de rapatrier une partie du Corps expéditionnaire.

La justice militaire intervint, 160 procès eurent lieu condamnant 360 soldats à mort ou aux travaux forcés. Un certain nombre d'autres, pris sur le fait, furent passés par les armes immédiatement, 15 pour le seul 26 juin 1944. Ces tragiques événements ont été immortalisés par le roman de Alberto Moravia *La Ciociara* porté à l'écran par Vittorio de Sica et qui valut le prix d'interprétation féminine pour Sophia Loren à Cannes en 1961. Plusieurs émissions de télévision ont eu lieu sur le sujet, un ouvrage récent paru début 2006 tente de reconstituer les événements.

La lecture des débats tenus le 7 avril 1952 à la Chambre des Députés à Rome donne la nausée, si des indemnités furent versées aux victimes en 1944-45 par l'armée française, le Gouvernement français laissa plus tard le soin au Gouvernement italien d'accorder des pensions aux victimes (60.000 dossiers déposés) dans le cadre des réparations de guerre dues à la France.

D'autres difficultés se manifestent à cette époque entre le gouvernement démocratique italien et la France. Si dans la libération du territoire italien les troupes italiennes comptent le deuxième effectif après celui de l'armée américaine, en vertu de la "cobelligérance", cette cobelligérance n'est pas reconnue par la France Libre, "*De Gaulle s'oppose aux relations entre la Résistance française et la Résistance italienne et ne manque aucune occasion de rappeler que l'Italie doit être traitée en ennemi vaincu: il s'oppose à ce qu'elle participe à la conférence de Bretton Woods, qu'elle soit admise au bénéfice du prêt-bail; pas d'amélioration du sort des prisonniers de guerre et internés italiens*"¹⁴.

Un autre dossier va illustrer ces difficultés, celui de la Vallée d'Aoste.

La tentative d'annexion de la Vallée d'Aoste

Nous avons vu plus haut que l'antagonisme vis à vis de la France s'était traduit par la lutte contre la langue et la culture françaises en Vallée d'Aoste. La déclaration de guerre du 10 juin 1940 avait été encore plus mal ressentie en Vallée d'Aoste qu'ailleurs et ceci d'autant plus qu'en Tarentaise et Beaufortin ce sont les Valdôtains du "battaglione Aosta" qui doivent tirer sur leurs frères tarentins et savoisiens. Ce fait suscite un grand émoi dans la Vallée.

En 1943, après la chute du régime et la signature de l'Armistice (3 septembre), le Sud de l'Italie est très progressivement libéré par les alliés (Rome ne sera libérée que le 4 juin 1944). Un Comité de Libération Nationale se met en place avec l'appui du Parti communiste. Quant au Nord il est sous la domination de la RSI fondée à Vérone en novembre. Bien entendu le nouveau régime est entièrement soumis aux autorités allemandes dont l'armée se transforme en force d'occupation.

A partir de septembre 1943 deux réseaux de résistance s'organisent en Vallée d'Aoste. Le premier est valdôtain avec Émile Chanoux pour chef, le second est italien, dirigé par le C.L.N.A.I. (Comité de Libération Nationale de la Haute-Italie) en liaison avec les alliés.

Chanoux voulait, une fois le conflit terminé, faire triompher une requête d'autodétermination du peuple valdôtain sur la base de l'article premier de la Charte de l'Atlantique. Le nouveau pouvoir qui se mettait en place au Sud et les Alliés ne voulaient pas favoriser ce développement. Ainsi le C.L.N.A.I., le Comité de Libération National du Piémont (C.L.N.P.) et les partis " italiens " commencent, dès le printemps 44, à prendre des contre-mesures envers l'action régionaliste.

Le 18 mai 1944 Chanoux, dénoncé par un Italien de Bergame, Gandelli, agent de liaison entre les maquis et agent double est arrêté par la police fasciste, torturé puis retrouvé pendu dans sa cellule. Ses partisans multiplient alors les contacts avec la France constatant que les résistants en contact avec les Alliés ne les soutiennent guère, le traître ne sera d'ailleurs pas condamné par la justice après la guerre, des compagnons de Chanoux seront eux détenus.

Dès le mois d'octobre 1943, le général De Gaulle avait analysé la possibilité d'annexer la Vallée d'Aoste à la France; des sondages auprès des Valdôtains avaient été réalisés par des officiers français en tenue civile mais ils avaient été repérés par le C.L.N. piémontais.

Les Alliés ne voulaient pas voir les troupes françaises en Vallée d'Aoste. Pendant l'hiver 44-45 les troupes françaises cantonnées en Tarentaise et en Savoie sous les ordres du Général Doyen, reçoivent l'ordre d'entrer en Vallée d'Aoste, elles franchissent: le Petit-St-Bernard à la Thuile, le Col du Mont à Valgrisenche, et le Col de Rhêmes-Goletta à Rhêmes. Ces troupes se heurtent dans un premier temps aux Allemands et aux fascistes puis aux alpini ex-fascistes qui avaient rallié les partisans envoyés par le major Adam pour contrecarrer l'entrée des Français dans la Vallée. Au cours de cette période les Français empêchaient le retour en Vallée d'Aoste des partisans réfugiés en France mais non acquis aux thèses annexionnistes.

Le Gouvernement provisoire italien multiplie les initiatives, De Gasperi et Bonomi rencontrent l'ambassadeur Couve de Murville et lui exposent l'effet désastreux de ces initiatives sur les relations diplomatiques des deux pays qui viennent de reprendre. L'ambassadeur italien à Washington intervient auprès du Département d'Etat.

Sur le terrain les relations se tendent et les troupes françaises sont à deux doigts d'une confrontation avec les troupes américaines. Finalement Truman menace les Français de leur couper les approvisionnements en carburant et en munitions.

De Gaulle charge alors le Général Juin, qui débarque d'Amérique, de trouver une solution. Juin s'envole aussitôt pour Naples où il voit le général Alexander, en charge du théâtre d'opérations. Leurs relations personnelles confiantes et amicales, facilitent la mise sur pied d'un accord. Les troupes françaises quittent alors la Vallée d'Aoste et le fameux plébiscite envisagé n'aura jamais lieu.

Le 7 septembre 1945, Humbert de Savoie, lieutenant général du Royaume, signe les deux décrets, qui instaurent le statut spécial de la Vallée d'Aoste, ce statut sera complété par des textes ultérieurs mais il n'y aura plus de roi pour le signer, ce sera la tâche du Président de la République.

Truman écrira dans ses mémoires :

Nous étions précisément en train de refuser à Tito le droit de s'emparer de la Vénétie Julienne par la force et voilà que De Gaulle occupait la Vallée italienne comme un droit national

Quant à De Gaulle il écrira de son côté, dans le troisième tome de ses mémoires¹⁵ :

Je tiens beaucoup à ce que les hostilités ne finissent pas sur une cote mal taillée. Nous devons, avant que le feu cesse, laver sur ce terrain les outrages naguère subis, reprendre en combattant les lambeaux de notre territoire que l'ennemi y tient encore, conquérir les enclaves qui appartiennent à l'Italie, aux cols du Petit Saint-Bernard, de l'Iseran, du Mont-Cenis, du Mont-Genève, ainsi que les cantons de Tende et de la Brigue, artificiellement détachés de la Savoie en 1860

Une fois écartés de la Vallée d'Aoste, les Français vont en effet s'intéresser aux rectifications de frontières, ce sera l'oeuvre du Traité de Paix de 1947.

V Le Traité de Paris 1947¹⁶

Les premiers contacts entre le Gouvernement de la France libre et le Ministère des Affaires étrangères du nouveau Gouvernement italien eurent lieu à Brindisi le 6 décembre 1943, avec René Massigli, Commissaire aux Affaires Etrangères du gouvernement d'Alger, et le ministre Renato Prunas.

A l'issue de la première rencontre entre Couve de Murville (nouvel ambassadeur) et Renato Prunas, le 30 juin 1944, le Général De Gaulle avait déclaré :

“La France n'a pas de revendication territoriale à faire valoir contre l'Italie : elle ne voit pas de raison pour qu'il soit porté atteinte à l'intégrité du territoire italien...”.

Cependant, il y avait d'autres points de vue. En septembre 1943, le Comité de Défense Nationale en examinant l'élaboration d'un texte d'armistice avec l'Italie, formulait le principe de rectifications de frontières. De Gaulle avait abordé le sujet, en octobre 1944, avec le comte Carlo Sforza, futur ministre des Affaires Etrangères, en faisant état du désir d'annexer La Brigue et Tende.

Il y a donc plusieurs déclarations contradictoires de la part des dirigeants français sur ce sujet. Il y avait même eu un projet d'échange de lettres entre De Gaulle et Ivanoe Bonomi, président du Conseil, en 8 novembre 1944, dans lequel il était dit que :

“... le gouvernement français est heureux de déclarer qu'il n'a aucune revendication à faire valoir à l'égard de l'Italie dont il entend respecter et voir respectée l'intégrité territoriale...”.

Cet échange n'eut jamais lieu. Les espoirs du gouvernement démocratique de Rome de Alcide de Gasperi et de son Ministre des Affaires Etrangères Carlo Sforza, qui insistaient avec ténacité sur la nature démocratique et amicale du gouvernement de la “nouvelle Italie”, furent déçus

Deux militaires français du Service Historique de l'armée de terre écriront en 1996, s'inspirant des mémoires de Georges Bidault :

“ la volonté de rectifier les anciennes frontières manifestée par le Chef de la France combattante, est plus le fruit des cours de l'Ecole de guerre que d'une vision politique réaliste...”.

Des positions françaises évoquaient des droits historiques faisant de la Brigue et de Tende des terres niçoises, donc françaises. Cette affirmation était réfutée par les Italiens pour

lesquels ces terres n'avaient jamais appartenu au Comté de Nice lorsqu'il était piémontais.

De longues controverses eurent lieu de la fin des hostilités jusqu'à la signature du Traité de Paix le 10 février 1947. Le 13 octobre 1947 eut lieu le référendum auprès des populations concernées. Les votants au nombre de 2.845 avec 2.821 suffrages valides se prononcèrent à 92,27% en faveur du rattachement à la France. Au total moins de 700 personnes, pour la plupart des fonctionnaires et leur famille, quittèrent la zone.

L'article 2 du Traité de Paris prévoyait d'autres rectifications de frontières au Col du Petit Saint-Bernard (3km²), au Mont-Cenis 82 km², au Mont Thabor 47km², au Mont Chaberton 17 km².

La réaction de l'opinion publique italienne fut limitée car la perte la plus ressentie était celle de la frontière orientale qui concernait 400.000 habitants laissés à la Yougoslavie de Tito. Cette dernière amputation continue d'être périodiquement l'objet de l'attention des médias et des hommes politiques italiens. Elle le fut notamment lors de l'éclatement de la Yougoslavie mais les trois quarts des habitants de 1947 avaient quitté leur territoire d'origine.

Avant ce référendum, la France avait proposé par la voix de Georges Bidault, que les deux pays constituent une Union douanière. Dans une déclaration du 13 septembre 1947, les deux Gouvernements donnèrent le feu vert aux travaux d'une commission qui remit ses conclusions le 22 décembre de la même année; Le rapport se terminait par cette phrase

Si les deux Gouvernements suivent la Commission mixte dans ses conclusions, celle-ci sera fière d'avoir participé à la préparation d'un événement capital, non seulement pour les deux pays, mais pour l'Europe et à l'élaboration d'un monde meilleur.

L'année suivante, le Luxembourg voulut de se joindre à l'opération, ce fut le projet de Fritalux, puis on voulut y inclure les Belges, ce fut le Finebel. Mais le projet fut soumis en France au Conseil économique (qui n'était pas encore social), la gauche vota contre et le patronat exprima ses réserves face à une Italie moins avancée économiquement et qui donc pourrait devenir un redoutable concurrent. L'Italien considéré comme l'ancêtre du plombier polonais fit donc reculer le Gouvernement français qui retira le projet qu'il avait fait adopter par ses partenaires.

Ce fut le premier épisode d'un feuilleton qui en connaîtra quelques autres...

NOTES

1. *Voyage en Ritalie* Librairie Plon Paris 1993

2. "La contrainte extérieure. La politique étrangère du gouvernement Berlusconi" p. 85 in Graziano Manlio (ed.) *L'Italie d'aujourd'hui Situation et perspectives après le séisme des années 90* L'Harmattan Paris 2004

3. Duggan, Christopher "Francesco Crispi and Italy's pursuit of war against France, 1887-9". *The Australian Journal of Politics and History*; 9/1/2004;

4. La Conférence de Locarno d'octobre 1925 avait eu pour objectif de réviser le Traité de Versailles. Sous la garantie anglo-italienne, la France, Allemagne et la Belgique, s'engageaient à maintenir les frontières du traité de 1919.

5. Cité par Pierre Milza op. cit.

6. Cahiers de la Méditerranée n°62

7. M. Ostenc La non-belligérance italienne *Revue d'Histoire* n°194 Déc 1999 pp 79-100

8. L. Noël Le Diktat de Rethondes et l'armistice franco-italien de juin 1940 cité par P. Milza *Mussolini* op. cit. p. 783

9. Paul Isoard "Le 11 novembre 1942" *Cahiers de la Méditerranée* Vol 62.

10. Mussolini op. cit.

11. "Que sais-je ?", PUF, 1997

12. "Les instructions de Mussolini" Michele Sarfatti *L'Unità* 27 avril 1996.

13. Jean Christophe Notin *La Campagne d'Italie* Librairie académique Perrin Paris 2002. 632 pages

14. Pierre Guillien De Gaulle et l'Italie, de la Libération à son départ du pouvoir (1944-1946) pp 45-64 in *De Gaulle et l'Italie* (colloque Rome 1er-3 mars 1990) Ecole française de Rome 1997

15. Ch. De Gaulle Mémoires de Guerre Paris 1959 Vol III p 188

16. Romain H. Rainero L'opinion publique italienne et l'annexion de la Brigue et de Tende à la France. *Cahiers de la Méditerranée* Vol 62